

ANNUAIRE
DE L'EHESS

Annuaire de l'EHESS

Comptes rendus des cours et conférences

2003

Annuaire 2001-2002

Sociologie politique de l'Amérique Latine

Daniel Pécaut



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15853>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 579-581

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Daniel Pécaut, « Sociologie politique de l'Amérique Latine », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2003, mis en ligne le 15 février 2015, consulté le 27 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15853>

Ce document a été généré automatiquement le 27 avril 2019.

EHESS

Sociologie politique de l'Amérique Latine

Daniel Pécaut

Daniel Pécaut, *directeur d'études*

Trajectoires sociales, identifications, formes d'action collective et rapports au politique dans les sociétés latino-américaines actuelles

- 1 LE séminaire a tourné autour de deux thèmes, celui des usages du droit dans les sociétés latino-américaines actuelles et celui du rapport entre violence et espace public en Colombie.
- 2 Le première thème a fait l'objet de diverses séances menées en collaboration avec Bernardo Sorj, professeur invité à l'Institut des hautes études de l'Amérique Latine (chaire Sergio Buarque de Holanda). Tant les constitutions récentes, qui comportent une énumération de droits hétérogènes, à la fois individuels et collectifs, et définissent de nouvelles procédures pour les mettre en œuvre, que le surgissement de pratiques de mobilisation se réclamant de « droits fondamentaux » en même temps que de droits « spécifiques » ont profondément modifié la signification attribuée à la sphère juridique. On a ainsi considéré les décisions par lesquelles la Cour constitutionnelle colombienne avait développé tout un corpus à propos des droits des « minorités culturelles » qui avait impliqué la formulation de critères pour définir les « populations indiennes » et les populations « afro-colombiennes », la manière dont les populations considérées se les étaient appropriés et les enjeux conflictuels qui en étaient résultés. De la même manière, on a analysé les effets induits dans la société colombienne par la possibilité offerte aux individus de recourir au « droit de tutelle » qui permet à chacun de faire appel à la justice s'il estime que ses droits fondamentaux ont été lésés. Bernardo Sorj a montré de même comment s'était affirmé au Brésil un « droit des consommateurs ».

- 3 Par-delà l'analyse de ces cas, on s'est interrogé sur les facteurs qui sous-tendent cette nouvelle référence aux droits et sur ses implications. Cette référence apparaît comme indissociable du retournement au moins partiel dans les conceptions du politique qui, cessant d'être définies avant tout par le rapport à l'État, se sont réélaborées autour de la notion de « société civile ». Le paradoxe est que ce retournement est intervenu alors que la « société civile » est en fait plus fragmentée et fragile que jamais. D'où les deux questions qui ont été au centre de ces séminaires. Quelle peut être la portée symbolique du droit dès lors qu'il se réfracte à travers la revendication d'une multiplicité de droits particuliers et conjoncturels ? Comment le politique peut-il préserver une fonction instituante dès lors qu'il se voit confronté avec ces logiques diverses de reconnaissance ?
- 4 Le seconde thème du séminaire a été abordé à partir d'une réflexion sur les conditions dans lesquelles, dans un contexte de violence extrême, peuvent ou non se constituer des phénomènes d'indignation collective face à des actes atroces. On a pris d'un côté l'exemple des enlèvements, surtout réalisés par les guérillas, de l'autre celui des massacres, surtout perpétrés par les groupes « paramilitaires ». Alors que plus de 3 000 enlèvements sont recensés chaque année, qu'ils frappent un peu tous les secteurs de la société et sont marqués par une grande cruauté, ce n'est que récemment que l'on assisté à des tentatives de protestation d'une certaine ampleur mais qui se sont révélées fugaces. La carence de l'appareil judiciaire et policier en ce domaine explique sans doute que les victimes et leurs familles soient amenées à faire le choix rationnel de rechercher une transaction individuelle. En rejetant une loi qui interdisait le paiement de rançons, la Cour constitutionnelle a pris en compte le dilemme insoluble entre la nécessité de l'action collective et l'exigence de préserver la vie des otages. Ce n'est pas le seul dilemme : pour les activistes de la « société civile », il y a aussi celui qui oppose la nécessité de préserver les chances d'une négociation avec les guérillas à celle de formuler une condamnation morale à leur encontre. Mais, plus généralement, c'est la difficulté à formuler dans ces conditions un jugement collectif sur « l'intolérable » qu'on a mis en lumière. Cette difficulté est bien moindre lorsqu'il s'agit des massacres commis par les paramilitaires. Mais elle resurgit quand il faut transposer la condamnation dont ces derniers sont l'objet en une intervention proprement politique.
- 5 Directeur d'études invité, Juan Carlos Torre a par ailleurs fait divers exposés sur le péronisme et sur la prise de décision publique en Argentine.

Publications

- « La tragedia colombiana : guerra, violencia, trafico de droga », *Sociedad y Economia, Revista de la Facultad de Ciencias sociales y economicas*, sept. 2001, p. 133-148.
- « Violencia, guerra, sociedad : que esta pasando en Colombia », *Colombia, Ultimo Llamado*, Medellin, Dann Regional, 2001, p. 62-90.
- « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, 36, 2001, p. 65-92.
- « El papel de la Union Europea y de los Academicos treinta a la Guerra », dans *Haciendo Paz. Reflexiones y perspectivas del proceso de paz en Colombia*, sous la dir. de F. Cepeda Ulloa, Bogota, El Ancora, 2001, p. 180-200.
- « Una charla con Daniel Pécaut », *Carta financiera*, Bogota, 120, 2002, p. 69-75.
- « Colombia, de la politica a la barbarie », *Semana*, 2002, p. 162-166.

- « Guerre, processus de paix et polarisation politique », *Problèmes d'Amérique latine*, 44, 2002, p. 7-30.
 - « Una guerra prosaica », dans *Colombia, una ambición de paz*, sous la dir. de G. Bula Escobar, Caracas, Graficas Franco, 2002, p. 19-40.
-

INDEX

Thèmes : Sociologie